

# CONTRIBUTION DES MIGRANTS NIGERIENS AUX ECONOMIES DE LEURS COMMUNES D'ORIGINE DANS LE DEPARTEMENT DE KANTCHE

ADO SALIFOU Arifa Moussa et MAGAGI HAMIDOU Ibrahim

Département de géographie  
Université de Zinder, Niger

## RÉSUMÉ

Cette étude se propose d'aborder la question migratoire sous l'angle de la contribution des migrants de retour à l'économie de leur pays d'origine. L'objectif est de mettre en évidence l'impact de la migration sur la vie socio-économique des familles d'origines. A travers l'exemple des communes de Kourni et Tsaouni, il s'agit d'analyser spécifiquement la migration vers le Maghreb (Algérie et Libye). Des enquêtes qualitatives et quantitatives ont permis de collecter des données sur les liens qu'entretiennent les migrants avec leurs villages d'origine. Il ressort des travaux de terrain que 81,25% des migrants de Kourni et Tsaouni transfèrent des fonds vers leurs communes. Aussi, en rentrant au pays, 27,5% des migrants de Kourni ramènent de l'argent avec eux, contre 17,5% à Tsaouni. Respectivement 55 et 40% des migrants de ces localités ont rapporté une variété de biens (habillements, vivres, réfrigérateurs, télévisions, téléphones portables, matelas, etc.). Ces transferts contribuent à diverses formes d'investissements qui améliorent les conditions de vie des familles.

Mots clés : Conditions de vie, transfert de fonds, migrants de retour, Kantché, Niger

## ABSTRACT

*Contribution of Nigerian migrants to the economies of their communes of departure in the department of Kantche*

*This study analyses migration from the perspective of the contribution of returning migrants to the economy of their country of origin. The aim is to highlight the impact of migration to the Maghreb (Algeria and Libya) on the socio-economic life of families using the municipalities of Kourni and Tsaouni as examples. Qualitative and quantitative surveys have made it possible to collect data on the relationship between migrants and their villages of origin. The fieldwork shows that 81.25% of migrants from Kourni and Tsaouni transfer funds to their communities. Also, when returning home, 27.5% of migrants from Kourni bring back money with them, compared to 17.5% in Tsaouni. 55% and 40% of migrants from these localities brought a variety of wealth (clothing, food, refrigerators, TVs, mobile phones, mattresses, etc.). These transfers contribute to the improvement of the living conditions of families and to various forms of investment.*

**Key words:** *living conditions, transfer of funds, return migrants, Kantché, Niger*

## INTRODUCTION

Depuis quelques années, dans les pays africains, et particulièrement ceux de l'Afrique subsaharienne, la question migratoire connaît un regain d'intérêt. Écartée des objectifs du millénaire du développement (OMD) par les pays du Nord, pour de multiples raisons (IRD, 2009, p. 11), elle deviendra l'une des principales préoccupations de développement des pays du Sud confrontés à des problèmes d'ordre structurel (instabilités politiques, réformes administratives, mondialisation, mutations socio-spatiales urbaines et rurales) et conjoncturel (famines, sécheresses, insécurité alimentaire, changement climatique). A cela s'ajoute une forte croissance démographique qui anéantit tous les efforts de développement entrepris par les pouvoirs publics, les projets et ONG, les populations. Dès le début des années 1990, la migration vers le Maghreb, notamment l'Algérie et la Lybie, est devenue un fait massif et important (Bensaad, 2002, p. 44). Malgré la ferme volonté des autorités administratives et politiques des pays concernés d'empêcher ce flux de migrants, et l'imposition de mesures répressives, la détermination des candidats à l'émigration est restée sans faille et leurs effectifs augmentent constamment ; la diversification des destinations illustre la persistance de cette dynamique.

Au Niger, le département de Kantché est l'une des localités les plus affectées par le phénomène de migration. Cette migration concerne toutes les catégories sociales de la population (femmes, hommes, enfants) et tous âges confondus. Dans ce département, les communes de Kourni et de Tsaouni sont des zones de départ de migrants, principalement vers le Maghreb.

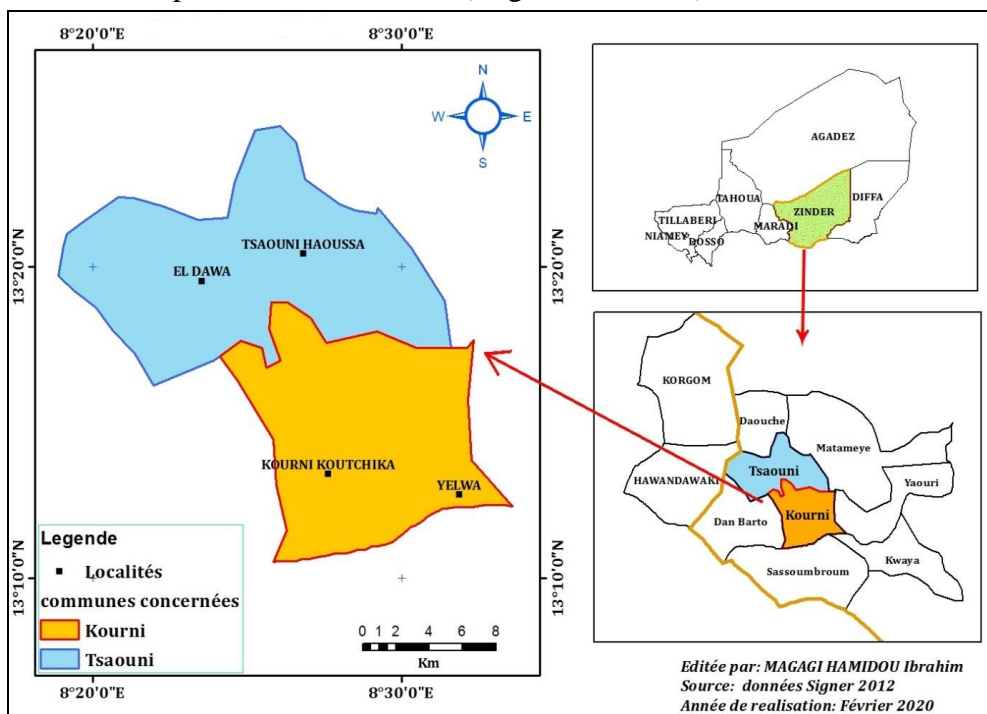
Contrairement au départ des hommes, justifié par la précarité des conditions de vie au village et la recherche d'emplois, celui des femmes répond à un désir d'autonomie sociale et économique, dans un contexte rural très défavorable à leur émancipation personnelle et individuelle (Ado Salifou, 2018, p. 165). En dépit de l'émergence de plus en plus d'opinions désapprouvées à l'égard des pratiques migratoires, il y a lieu de souligner les apports conséquents de la migration dans l'épanouissement socio-économique des populations des localités d'origine des migrants. A travers cette étude, il s'agit de relever les différentes formes de contributions de la migration dans les pays d'origine, ainsi que les impacts de celles-ci sur l'équilibre socio-économique des familles de migrants.

Le travail comporte trois parties : le contexte de l'étude, les éléments de méthodologie, et les résultats.

## 1. CONTEXTE DE L'ETUDE

Situé en Afrique de l'Ouest, le Niger partage sa frontière septentrionale avec certains pays maghrébins, dont la Libye et l'Algérie. Cette situation fait du pays une zone de transit pour les migrants ouest-africains (Nigeria, Bénin, Burkina Faso, Togo, etc.) et d'Afrique centrale (Tchad, Cameroun, Centre Afrique) vers le Maghreb (cf. carte 1). A l'instar des autres régions du pays, celle de Zinder subit de plein fouet le phénomène, car elle affiche un solde migratoire négatif de -19 664 (INS, 2012).

Carte 1 : Localisation des communes rurales de Kourni et Tsaouini dans le Département de Kantché (Région de Zinder)



Dans cette région, le département de Kantché semble le plus touché par le phénomène. En février 2016, sur 8093 migrants rapatriés d'Algérie et de la Libye, 87 % sont ressortissants de cette localité. Entités administratives de Kantché, les communes rurales de Kourni et de Tsaouini, situées à environ 90 km de Zinder, illustre cette dépendance vis-à-vis de la migration. Avec comme principales activités économiques, l'agriculture et l'élevage, ces deux entités administratives sont fortement marquées par des cycles désastreux d'insécurité alimentaire du fait de la récurrence de saisons agricoles déficitaires. Selon une étude menée dans la zone par l'ONG Save the children en 2009 (Household Economy Approach), la production agricole couvre moins de 50% des besoins alimentaires des ménages. Selon une étude du Système d'Alertes Précoces (SAP) sur la situation alimentaire et

nutritionnelle des ménages en 2010, Kantché figure parmi les départements conjoncturellement vulnérables. Cela a pour corollaire une paupérisation des populations, accentuée par une forte croissance démographique.

Pour combler leur déficit alimentaire et assurer les moyens de leur subsistance, les populations sont contraintes de développer des stratégies de survie. Dans cette recherche du mieux-être, la migration constitue l'une des stratégies adoptées (Ado Salifou, 2018, p. 162).

Cette pratique qui n'est pas un phénomène nouveau permet à certaines catégories de la population de s'éloigner des villages en quête d'opportunités économiques susceptibles d'assurer aux familles des conditions d'une vie meilleure. Les transferts de fonds et de biens diverses participent à la promotion socio-économique des migrants et de leurs familles (achats de vivres, satisfaction de besoins quotidiens, investissement dans des activités génératrices de revenus ou dans le foncier, etc.). Il importe donc de s'intéresser aux différentes formes de richesses rapatriées par les migrants dans leur pays d'origine, mais aussi à leur impact sur le devenir des sociétés qui subissent ce phénomène migratoire.

## 2. METHODOLOGIE

Le cadre méthodologique de la présente étude comprend : la collecte, le traitement et l'analyse des données de terrain. Deux approches ont été empruntées pour la collecte de données : l'approche quantitative et celle qualitative. Les outils utilisés pour la collecte des données sont constitués de questionnaires individuels, de guides d'entretien, mais aussi du recours au « *focus group* »

Pour les enquêtes, des questionnaires individuels ont été administrés aux migrants de retour et refoulés de la Libye et de l'Algérie, sans distinction de sexes. Les enfants migrants ne sont pas concernés par cette enquête, seuls les adultes le sont, du fait notamment de leur impact sur la vie socio-économique des familles. Globalement, le rôle des enfants, dans ce cadre, est dérisoire. En fonction de l'ampleur du phénomène migratoire<sup>1</sup>, deux (2) villages par commune sont retenus pour ce travail, dont Kourni et Yelwa. (Commune de Kourni), Tsaouni haoussa et Eddawa (commune de Tsaouni). Au niveau de chaque village, un échantillon de 20 personnes a été prélevé de manière aléatoire, soit quatre-vingt (80) personnes pour les deux communes. Les approches qualitatives se sont traduites par l'utilisation de guides d'entretiens individuels et/ou groupés semi-structurés (« *focus group* »). Ainsi, plusieurs autorités locales sont interviewées (maires, vice-maires, chefferies traditionnelles, élus locaux). Les « *focus group* » sont animés par

---

<sup>1</sup> C'est grâce au témoignage des autorités locales des communes concernées que les villages ont été identifiés

les acteurs locaux et les institutions intervenant dans la zone sur la question migratoire (société civile, agents et moniteurs des ONG et projets de développements).

La collecte de données est soutenue par une recherche documentaire qui a permis de consulter plusieurs documents scientifiques et administratifs traitant de la question migratoire. Des informations intéressantes sur la gestion des problèmes posés par le phénomène migratoire, sur l'effectif des migrants, leurs destinations et leurs localités d'origine, ont été recueillies.

Le traitement des données comprend le tri, la codification et le dépouillement des questionnaires. Après le tri manuel, nous avons procédé à la codification et au dépouillement des questionnaires, à l'aide des logiciels Sphinx Plus V5 et Excel.

### **3. RESULTATS**

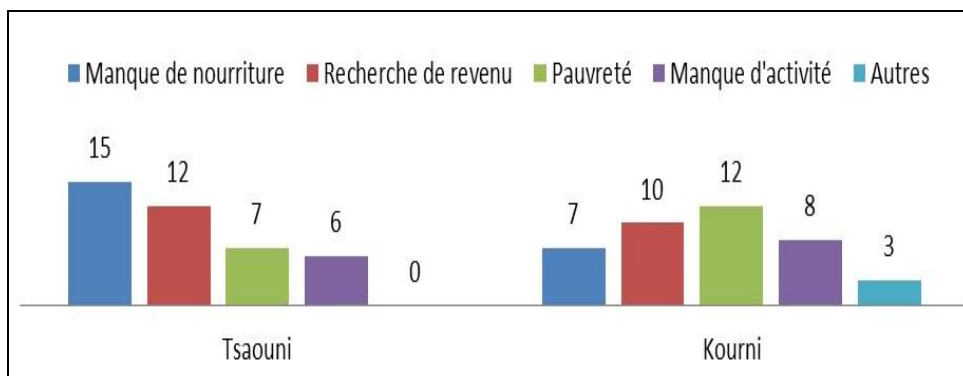
Cette partie met en exergue, non seulement les causes de la migration et le choix du pays d'accueil, mais surtout le volume des fonds envoyés au pays par les migrants et leurs utilisations. L'accent a également été mis sur les biens matériels ramenés du pays d'accueil.

#### **3.1 Causes de la migration**

Plusieurs facteurs expliquent la migration des populations de Kourni et Tsaoui (cf. Figure 1). L'insuffisance alimentaire constitue l'un des facteurs déterminants de la migration des villageois. En effet, les terres mises en valeur pour l'agriculture pluviale, lessivées et dégradées, ne permettent plus aux populations de couvrir leurs besoins alimentaires annuels; d'où la nécessité de trouver un complément pour la sécurisation vivrière de leurs familles. Selon une étude menée dans la zone par l'ONG Save the children en 2009 (Household Economy Approach), la production agricole couvre moins de 50% des besoins alimentaires des ménages. Aussi, le morcellement des terres, causé par les droits d'héritage et la monétarisation foncière, a accentué le déficit alimentaire. La pauvreté constitue également un autre facteur de migration de ces populations, car les activités de production (agriculture et élevage) n'arrivent plus à subvenir à leurs besoins de plus en plus croissants, du fait de la forte démographie et de l'apparition d'autres besoins liée aux mutations socio-économiques et politiques actuelles. D'autres migrants affirment que leur départ est motivé par la recherche de revenus supplémentaires, car en dehors des activités de production de base, ils n'ont aucune autre source de revenu. Cette situation est accentuée par le manque d'activité ou d'emploi en milieu rural. 45% des migrants soulignent que c'est même la principale cause de leur départ du village (Ado Salifou, 2018, p. 163).

D'autres facteurs, comme l'influence des migrants de retour et les conflits familiaux, ont dans une moindre mesure, contribué à encourager la migration des personnes. Les revenus et les biens matériels acquis par les migrants de retour, stimulent le départ en migration d'autres villageois. Le remboursement d'emprunts contractés auprès de certaines personnes ou des structures de microfinance oblige certains villageois à partir pour chercher de quoi solder leur compte. C'est le cas dans la commune de Kourni (7,5%).

Figure n°1 : Déterminants de la migration de la population de Kourni et Tsaouni.



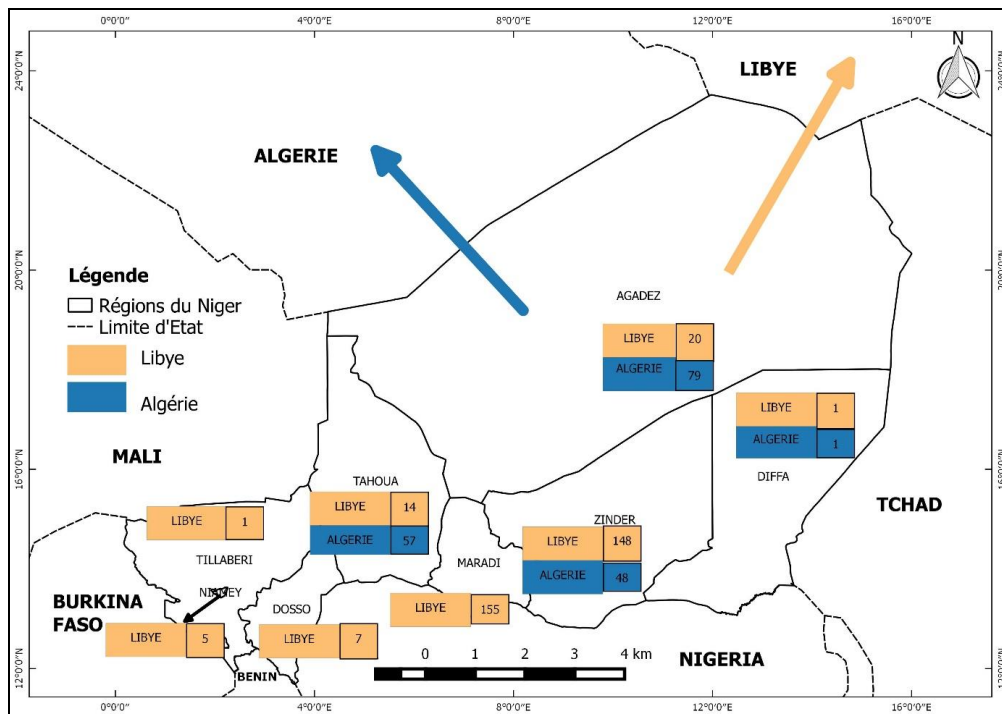
Source : Terrain, 2018

La figure indique que 37,5% des migrants de Tsaouni justifient leur départ au Maghreb par le manque de nourriture, contre 17,5% à Kourni. Pour la recherche de revenu, respectivement 30% et 25% sont concernés à Tsaouni et Kourni. Comme déterminant de la migration, la pauvreté des familles intervient respectivement dans les deux communes, à hauteur de 17,5% et 30%. Pour certains le manque d'activité est trop pesant (15% et 20%); la migration leur offre une opportunité de tenter leur chance ailleurs. 7,5% des migrants de Kourni évoquent un état psychologique ou conjoncturel comme facteur de départ.

### 3.2. Choix du pays d'accueil des émigrants

Comme destination migratoire, le Maghreb n'est pas uniquement la chasse gardée des ressortissants de Kantché; les populations d'autres localités du Niger sont aussi intéressées. (cf. carte 2).

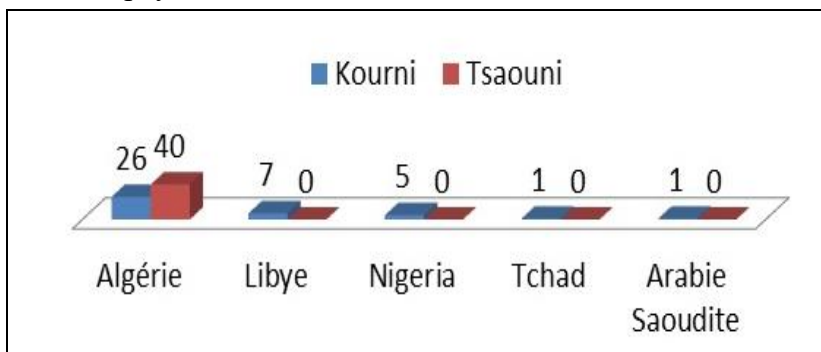
Carte 2 : Régions d'origine des migrants nigériens en partance pour l'Algérie et la Libye



Source : OIM, 2014

Cette carte nous indique que les ressortissants des régions de Tahoua, Zinder, Diffa et Agadez s'intéressent à la Libye et l'Algérie comme destinations migratoires; tandis que ceux des régions de Tillabéri, Niamey, Dosso et Maradi s'orientent plus vers la Libye. Dans le département de Kantché, et particulièrement dans les communes rurales de Kourni et Tsaouni, les migrants ont majoritairement une préférence pour l'Algérie comme destination migratoire (cf. carte 2). Le Nigeria, destination traditionnelle des populations de Kourni et Tsaouni, est toujours fréquenté. L'avènement de la secte islamique « *Boko Haram* » au Nigeria, à partir de 2005, a aussi beaucoup contribué au changement de destination vers le Maghreb.

Figure 2 : Répartition des migrants des communes de Kourni et Tsaouni selon les pays d'accueil

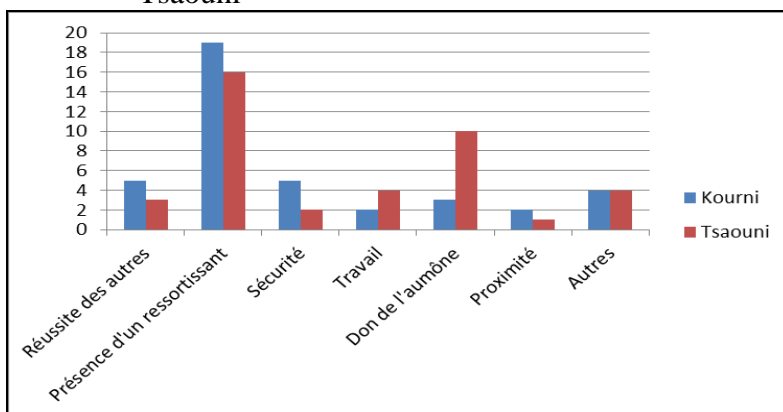


Source : Terrain, 2018

La figure ci-dessus montre que la totalité des migrants enquêtés de la commune rurale de Tsaouni migrent vers l'Algérie, contre 65% pour Kourni. 17,5% des migrants de Kourni préfèrent la Libye, 12,5% le Nigeria et seulement 5% vont au Tchad et en Arabie Saoudite.

De multiples raisons sont avancées pour justifier le choix de l'Algérie et de la Libye, par les migrants des communes rurales de Kourni et de Tsaouni. L'Algérie semble la destination la plus attractive, surtout pour les femmes et enfants, car la générosité des citoyens de ce pays a permis aux migrant de développer une activité moins pénible, la mendicité. Pour la Libye, et même une partie de ceux qui partent en Algérie, d'autres arguments sont utilisés. Les migrants évoquent plusieurs raisons pour justifier de la réussite des autres migrants de retour, la présence d'un ressortissant, la sécurité, la question du travail, la proximité. D'autres facilités comme les dons ou l'aumône participent au choix de la destination.

Figure 3 : Raisons du choix des destinations par les migrants de Kourni et Tsaouni



Source : Terrain, 2018

La figure ci-dessus souligne les différentes raisons qui fondent le départ des migrants de Kourni et Tsaouni vers l'Algérie et la Libye. Les migrants de Tsaouni étant globalement plus intéressés par l'Algérie, leurs motivations principales sont la présence d'un ressortissant pour 40% des opinions ou les dons d'aumône pour 25% des enquêtés. Les opportunités de travail (10%), la réussite des autres migrants de retour (7,5%), le sentiment de sécurité (5%) constituent aussi des raisons du choix. A Kourni aussi, la présence d'un ressortissant (47,5%) est la raison la plus exprimée par les migrants. La réussite des autres migrants de retour et la sécurité représentent chacune 12,5% des départs. Contrairement aux ressortissants de Tsaouni, les dons d'aumône (7,5%) ne constituent pas une justification importante. L'opportunité du travail intervient pour seulement 5%.

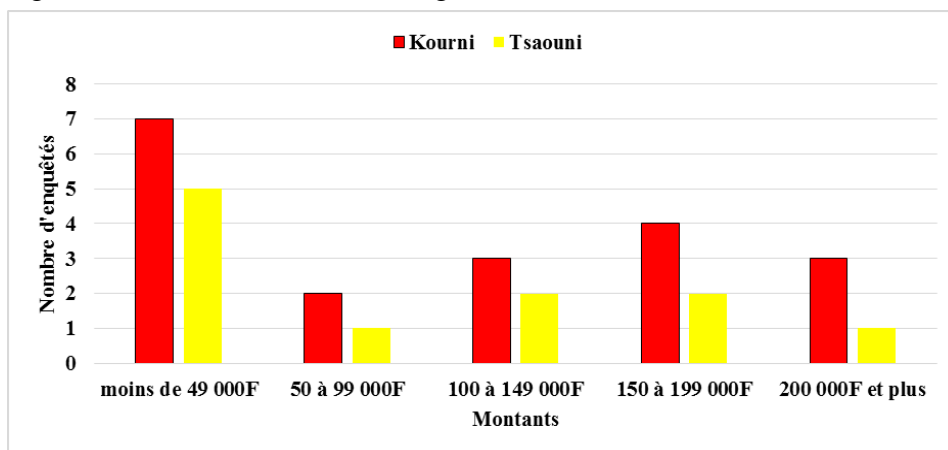
### **3.3. Envois de fonds au pays d'origine**

Par « envoi de fonds », on entend généralement des flux monétaires ou transitant par les systèmes bancaires et financiers entre les migrants et leurs familles (Nations Unies, 2018, p. 41). En dehors de ces modes d'envoi, les migrants utilisent également des circuits informels par le biais de parents, amis et connaissances ; afin d'éviter des coûts exorbitants de transaction. Pour de nombreux pays en développement, les transferts de fonds des travailleurs constituent désormais une source importante de fonds. Ces flux ont également connu une croissance rapide ces dernières années et même en présence de la crise financière et économique (Mabrouk, 2012, p. 74). Au cours de la dernière décennie, l'attention s'est principalement portée, en particulier sur le volume global et les coûts de transaction des envois aux familles, essentiellement depuis les pays développés vers les pays en développement (De Vasconcelos *et al.*, 2017, p. 11).

Selon, l'Union Africaine (2018), le volume global des transferts de fonds vers les pays en développement dépasse largement l'aide publique au développement (APD) et a des effets macroéconomiques importants en augmentant le pouvoir d'achat total des économies bénéficiaires. En 2016, selon la Banque mondiale, le volume des envois de fonds des migrants vers les pays en développement est estimé à 429 milliards de dollars US. Les envois de fonds de la diaspora résidant à l'étranger constituent une manne financière stable et contracyclique en temps de crise, comme lors de la crise financière et économique internationale de 2008 (Oumansour *et al.*, 2019, p. 12). Cependant, les montants sont assez dérisoires comparés à ceux de pays voisins comme le Mali et le Burkina, ou encore ceux du Sénégal et du Togo (OIM, 2009, pp. 80-81). Dans les communes de Kourni et Tsaouni, 81,25% des migrants enquêtés affirment avoir envoyé des fonds depuis leurs pays d'accueil. En moyenne, ils envoient 110 215 FCFA par an. Le caractère modeste du montant s'explique par la variabilité de la durée des séjours dans

le pays d'accueil ou la pénurie d'emplois. Plus de 1/3 des migrants enquêtés ont vécu cette situation. Même en cas d'obtention d'un travail rémunéré, le séjour peut être écourté par un rapatriement au pays, après seulement 1 ou 2 mois après leur arrivée dans le pays d'accueil.

Figure 4 : Envois de fonds des migrants de Kourni et Tsaouni



Source : Enquête du terrain, 2018

La figure 4 présente le volume des fonds envoyé au pays. Respectivement 17,5% et 12,5% des migrants de Kourni et Tsaouni ont envoyé depuis l'étranger un montant inférieure à 49 000 FCFA. 10 5% et 5% des migrants avancent des sommes variant de 150 à 199 000 FCFA et de 50 à 99 000 F. 7,5% et 5% ont expédié 100 à 149 000 FCFA. 7,5% et 2,5% affirment avoir transféré plus de 200 000 FCFA depuis le pays d'accueil.

Concernant les fonds expédiés au pays, les migrants ne disposent pas de comptabilité fiable. Les migrants de retour affirment que, généralement les envois au pays sont déterminés par la disponibilité d'argent ; ce qui renforce le caractère aléatoire du volume d'argent envoyé. 57,5% des migrants de Kourni choisissent de recourir aux intermédiaires, contre 47,5% à Tsaouni. Ces intermédiaires sont chargés de récupérer les montants et de les remettre aux familles des expéditeurs. Les transferts bancaires tournent respectivement autour de 12,5 et 15% pour les deux communes. 20% migrants de Kourni et 10% de Tsaouni préfèrent remettre l'argent à des personnes qui retournent au pays. Le peu d'égard accordé aux transactions bancaires est à l'origine de plusieurs différends entre les migrants et leurs intermédiaires.

Six intermédiaires ont pu être identifiés dans le département de Kantché. Selon ces derniers, les transferts de migrants de deux communes varient entre 14 à 26 millions de FCFA par semaine, soit en moyenne 20 millions par semaine. Mais ces chiffres connaissent des baisses considérables, du fait notamment des opérations de rapatriement des migrants effectuées par les autorités des pays d'accueil. Les raisons évoquées par les migrants pour justifier le choix des circuits informels d'envoi de fonds sont variées. 45%

des migrants de Kourni mettent en avant la confiance vis-à-vis des intermédiaires, contre 35% pour Tsaouni. Respectivement 17,5% et 12,5% des migrants de Kourni et Tsaouni affirment que la méconnaissance ou le manque de maîtrise des circuits formels constitue également un handicap sérieux pour eux. Les envois de fonds au pays d'origine constituent un apport financier significatif qui permet aux migrants et à leurs familles d'améliorer leur qualité de vie (régime alimentaire, éducation, santé, investissements multiples, etc.).

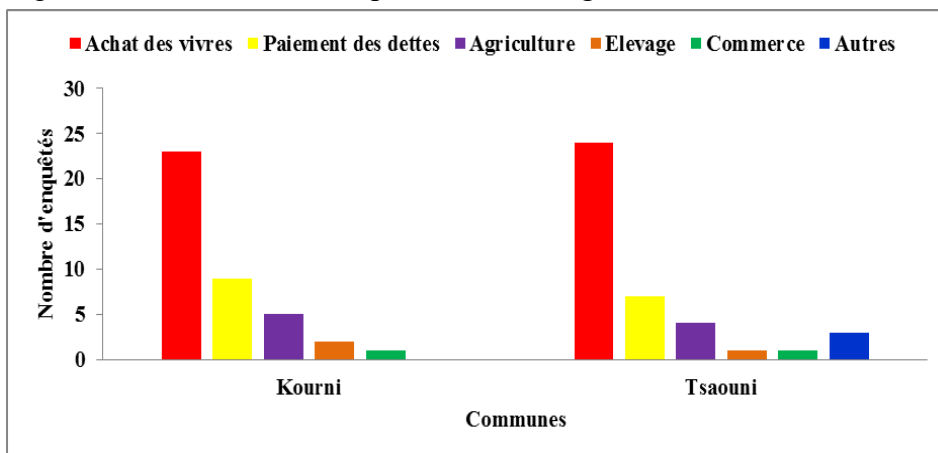
En dehors des fonds envoyés, les migrants en rentrant au pays rapportent des sommes d'argent ; ceux de Kourni et Tsaouni en font de même. Ainsi 27,5% des migrants de Kourni ramènent de l'argent avec eux, contre 17,5% à Tsaouni. Cela constitue également des revenus supplémentaires susceptibles d'être injectés dans le fonds familial.

### **3.4. Utilisation des fonds envoyés par les migrants**

Eu égard au manque de fiabilité de la comptabilité et de la traçabilité des fonds envoyés par les migrants nigériens, et particulièrement ceux qui partent au Maghreb (Algérie et Libye), il est difficile de déterminer avec précisions les affectations des envois de fonds. En dépit de ces insuffisances, les fonds envoyés au pays participent à l'amélioration des conditions de vies des familles. Evoquant les cas des migrants sénégalais, Sarr (2009 : 18) souligne que les trois quarts des envois de fonds des migrants sont utilisés pour la consommation de la famille et de la communauté. Toutefois, les récentes générations de jeunes migrants investissent de plus en plus dans les secteurs dits « productifs », notamment dans des activités génératrices de revenus.

La plus grande partie de l'argent transféré par les migrants de Kourni et Tsaouni est destiné à la consommation courante, pour répondre aux besoins quotidiens, principalement achat de vivres, l'habillement, la santé et l'éducation. Outre la satisfaction des besoins familiaux, les ressources monétaires de la migration sont susceptibles de financer les systèmes locaux de production, comme les activités agricoles et pastorales, bases de leur économie (cf. Figure 5). En effet, les migrations constituent une des adaptations majeures aux contraintes des systèmes de production (Mounkaila, 2009, p. 56). Cela se traduit par des investissements dans la mise en valeur des exploitations agricoles familiales, à travers l'utilisation de la même d'œuvre salariale, l'achat d'intrants, de semences, terrains, et autres équipements agricoles. Ainsi, la migration participe activement aux efforts de lutte contre l'insécurité alimentaire.

Figure n°5 : Domaines d'emploi de fonds migratoires



Source : Enquête du terrain, 2018

Cette figure révèle que 57,5% des migrants de Kourni emploient leurs fonds pour l'achat de vivres, contre 60% à Tsaouni. Respectivement 22,5% et 17,5, les utilisent pour le paiement des dettes. Les investissements dans l'agriculture occupent 12,5% des fonds à Kourni contre 10% à Tsaouni. A Kourni et Tsaouni, d'autres activités profitent également de ces fonds, notamment l'élevage (5% et 2,5%), le commerce (2,5%). Une partie des fonds est consacrée à l'achat des biens (moto, voiture) et de l'immobilier (7,5%).

Photo n°1 : Maison d'un migrant dans le village d'Eddawa (commune de Tsaouni)



Source : Terrain, 2018

La photo ci-dessus montre une maison construite par un migrant, avec des matériaux durs dans le village d'Eddawa (commune rurale de Tsaouni).

Elle constitue un signe de prestige et de réussite au village. Le plus souvent, pour les migrants moins chanceux, les fonds ne servent principalement qu'à soutenir les besoins de subsistance de la famille. La situation des rapatriés est plus alarmante où certains n'arrivent même pas à rembourser les crédits contractés pour le financement de la migration.

Globalement, les ressources monétaires générées par la migration aux migrants de Kourni et Tsaouni restent dérisoires comparée aux apports financier des migrants ressortissants de milieux urbains qui se permettent des investissements beaucoup plus remarquables, comme dans les secteurs de l'immobilier, de l'import-export de marchandises de première nécessité, de tissus, de matériaux de construction, etc. Dans certains pays comme le Sénégal, où le phénomène migratoire est très développé et orienté vers les pays du Nord, l'argent transféré par les migrants est employé pour la création d'activités rémunératrices pour des membres de la famille restés dans le pays d'origine et devant faire face au problème de manque d'emplois et de perspectives professionnelles (Ammassari, 2009, p. 27). L'auteur souligne également que, certains migrants investissent leur argent dans la création de petites et moyennes entreprises contribuant ainsi à la création d'emploi et à la fourniture de services. Néanmoins, tout comme les envois de fonds, le transfert de biens matériels constitue également une source d'enrichissement et de sécurisation financière des migrants

### **3.5. Biens matériels ramenés du pays d'accueil par les migrants**

Par envoi ou en rentrant au pays, les migrants ont développé une stratégie de transfert de ressources, à travers l'acheminement de biens matériel ou « *transfert en nature* ». Les transferts en nature sont les marchandises que les migrants envoient au pays, qu'il s'agisse de colis ordinaires de produits alimentaires et d'articles personnels, de médicaments, de vêtements, de biens de consommation durables, de matériel professionnel et d'autres articles volumineux (Nations Unies, 2018 : 146). Certains optent volontairement pour ce type de sécurisation de leurs fonds, pour éviter des rackets dont ils sont victimes sur le chemin de retour. D'autres, par contraintes liées aux expulsions, décident de se constituer un capital financier, en achetant des biens matériels qu'ils peuvent facilement écouler au pays. Ces matériels comprennent des habits, des appareils électroménagers, des téléphones cellulaires (portable), des antennes paraboliques, des cosmétiques, des couvertures, des parures. De plus en plus, les femmes préfèrent ce mode d'expédition de ressources ; elles profitent aussi pour préparer les trousseaux de mariages de certaines jeunes mariées. Ce type de transferts est de plus en plus privilégié par des migrants souvent déçus d'avoir vu leur argent détourné ou dépensé à des fins différentes de celles initialement convenus avec la famille<sup>2</sup> (Ammassari, 2009, p. 25). En

revenant au pays, 55% des migrants de Kourni affirment avoir rapporté une variété de biens (habillements, vivres, réfrigérateurs, télévisions, téléphones portables, matelas). A Tsaouni, 40% disent qu'ils ont apporté d'autres types de biens, en dehors de ceux précités (draps, nattes en plastique, chaussures).

### **3.6. Expérience professionnelle acquise dans le pays d'accueil**

Les détracteurs du phénomène de migration mettent beaucoup l'accent sur les effets négatifs de celle-ci, dont la fuite de cerveau dans les pays d'origine. Ces opinions ne prennent pas en compte les plus-values générées par l'exode des populations. Certains auteurs ont souligné l'importance des revenus des travailleurs migrants pour diversifier les ressources des ménages et réduire la pression sur la production locale de nourriture, alors que d'autres considèrent que le départ de main d'œuvre difficilement remplaçable est un facteur important de diminution de la productivité agricole et d'aggravation de certaines situations sociales (Ammassari, 2009, p. 8). A la fuite de cerveau ou de main d'œuvre, il faudrait donc opposer l'exode de compétences et le transfert de ressources financières vers les pays d'origine. En effet, durant leur séjour dans les pays d'accueil, les migrants acquièrent une multitude d'expériences, qui constitue un capital humain au service de la communauté et du pays d'origine.

Même, généralement ils occupent des emplois sous-qualifiés ou sans qualification aucune (ouvriers BTP, maraîchers, mécaniciens, commerce, mendicité, etc.), qui ne leurs permettent pas de capitaliser des compétences majeures, les migrants de Kourni et de Tsaouni reviennent avec des apports satisfaisants (idées, savoir-faire, compétences) qui jouent un rôle déterminant dans la vie socio-économique et politique des villages. 50% des migrants enquêtés à Kourni affirment avoir acquis une expérience dans l'un des domaines précités, contre 25% à Tsaouni.

## **4. DISCUSSION**

De nombreuses littératures ont abordé la question migratoire sous divers angles, notamment les conséquences socio-économiques, politiques et structurelles de la migration tant dans les pays d'origine que dans les pays d'accueil. Par rapport à la contribution de la migration aux économies des pays d'accueil, la documentation est assez riche et variée. Certaines contributions ont relevé l'importance des transferts de fonds pour le développement socioéconomique des pays africains (Union Africaine, 2018 ; Sarr, 2009 ; Nations Unies, 2018; Mabrouk, 2012). Elles ont aussi mis en lumière la hausse considérable des transferts de fonds vers les pays d'origine des migrants, les circuits d'envoi (formels et informels), ainsi que la diversification des affections. D'autres ont consacré une place primordiale aux différentes formes de transferts (fonds, en nature, compétences, connaissance, technologie, etc.) et à la migration de la main d'œuvre

africaine (Papa Amadou Sarr, 2009 ; Nations Unies, 2018). Des littératures ont souligné l'impact des transferts de fonds des migrants sur la croissance économique et sur l'investissement domestique des pays africains, notamment pour subvenir à leurs besoins de consommation et réaliser des investissements (Oumansour et *al.*, 2019 ; Mounkaila, 2009). La contribution de la migration à la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire est également abordée (Mounkaila, 2009 ; Nations Unies, 2018).

Les différentes contributions ont certes mis en exergue des aspects importants et pertinents du phénomène migratoire, mais pour l'essentiel elles se sont plus intéressées à la migration es pays du Sud vers ceux du Nord. Les migrations Sud-Sud semblent négligées, et cela est illustré par la faible documentation sur les migrations intra-africaines. Les références à celles-ci ne sont pas appuyées par des statistiques fiables. Notre étude a tenté d'enrichir les réflexions menées par les auteurs précités, notamment sur migration en Afrique, en mettant en exergue ses impacts sur les économies des pays d'origine. Elle a relevé l'importance des migrations intra-africaines, à travers les transferts de fonds, de biens et de compétences. Eu égard à l'influence qu'elle exerce sur les conditions de vie des populations, la migration à l'intérieur du continent mérite plus bienveillance. Les migrations saisonnières de travail sont, depuis quasiment un siècle, une pratique spatiale fondamentale pour la compréhension des espaces ruraux sahéliens, de leurs modes d'organisation sociale et économique (Boyer et Mounkaila, 2010). En abordant cette thématique dans cette étude, il s'agit de présenter une situation particulière, mais aussi souligner la complexité d'une mise en évidence de l'impact réel des migrations intra-africaines sur les pays d'origine.

## CONCLUSION

La migration a de tout temps été pour les sociétés africaines une pratique spatiale qui permet de faire face à certains problèmes structurels et conjoncturels. Le lien entre migration et développement est devenue un enjeu majeur des pouvoirs publics, bailleurs de fonds et autres organismes de développement (ONG et projets). Une approche sur l'impact de la migration sur le développement des pays d'origine, a permis d'apprécier la contribution des migrants aux efforts de développement de leur pays, à travers notamment les transferts de fonds, de biens et de compétences. En Afrique Subsaharienne, données statistiques ont mis en évidence l'importance de ces transferts et le rôle qu'ils jouent dans le développement des Etats de la zone. Malheureusement, les analyses se sont surtout focalisées que les migrations du Sud vers le Nord ; les migrations intra-africaines ont été négligées. L'exemple des communes de Kourni et Tsaouni illustre la pertinence d'accorder plus d'attention aux migrations intra-africaines. Les migrations vers le Maghreb (Algérie et Libye) offrent d'intéressantes opportunités aux

ressortissants de ces communes. Les envois de fonds, de biens matériels et de compétences professionnelles participent à l'amélioration des conditions des migrants et leurs familles. Les fonds générés par la migration permettent non seulement de subvenir aux besoins de subsistance des familles, mais aussi une part de ces fonds est utilisée pour réaliser quelques investissements afin d'assurer la sécuritaire monétaire des familles. Toutefois, la nature informelle des circuits de transferts et les montants dérisoires envoyés par les migrants ne permettent pas une sécurisation optimale. Aussi l'insuffisance de données sur la traçabilité des transferts de fonds ne permet d'apprécier davantage l'impact de la contribution des migrants au développement de leur pays. Eu égard au nombre de plus en plus croissant des migrants et des liens qu'ils continuent d'entretenir avec leur pays d'origine, il revient

Aux autorités politiques et aux institutions sous-régionales (CEDEAO, UEMOA) d'encourager des études sur l'impact des migrations intra-régionales en Afrique, de mettre en place des systèmes politiques et financiers de contrôle et d'appui aux transferts de fonds des migrants et de mieux encadrer les investissements des migrants. Cela permettra de valoriser ces migrations et d'optimiser l'impact des transferts sur les pays en général, et les familles en particulier. Les investissements peuvent également être rentabilisés à travers le financement d'activités plus « productives ». La disponibilité des ressources hydriques intéressantes dans les communes de Kourni et Tsaouni et la proximité avec le Niger constituent des opportunités de mise en valeur maraîchers susceptibles de générer des revenus et de créer des emplois. Des pistes de recherches dans ce sens peuvent être entreprises, afin de déterminer les potentialités d'orientation des fonds de migrants et de créer les conditions d'un retour définitif au pays.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ADO SALIFOU (A. M.), 2018. « Migrations féminines vers le Maghreb : entre espoir et tragédie. L'exemple des femmes de la commune rurale de Kourni, dans le département de Kantché (Niger) », in *Annales de l'université Abdou Moumouni de Niamey*, Acte du Colloque international sur les dynamiques migratoires en Afrique de l'Ouest : histoire, flux et enjeux actuels, Université d'Agadez (Niger), décembre 2016, Numéro spécial, ISSN : 1859-5014, pp. 159-174

AMMASSARI (S.), 2009. *Gestion des migrations et politiques de développement : optimiser les bénéfices de la migration internationale en Afrique de l'Ouest*, Cahiers de migrations internationales, Secteur de la protection sociale, Bureau International du Travail, Genève, 92 p.

Banque Mondiale (BM), 2017. *Migration and Remittances. Recent Developments and Outlook*, Special Topic: Global Compact on Migration, Washington.

Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), 2019. *Balance des paiements et position extérieure globale du Niger au titre de l'année 2018*, Direction Nationale de la BCEAO pour le Niger, Niamey, 65 p.

BENSAAD (A.), 2002. « La grande migration africaine à travers le Sahara », in *Le Sahara, cette «autre Méditerranée»*, in *Méditerranée*, Volume 99, Numéro 3, pp. 41-52

BOYER (F.) et MOUNKAÏLA (H.), (2010). « Partir pour aider ceux qui restent ou la dépendance face aux migrations. L'exemple des paysans sahéliens », Dossier *Les migrations subsahariennes, hommes & migrations* n° 1286-1287, pp. 212- 220

DE VASCONCELOS (P.), PONSOT (F.), TERRY (D. F.) et VASQUEZ (B.). 2017. *Travailleurs migrants et envois de fonds : vers la réalisation des objectifs de développement durable, une famille à la fois*, FIDA, ISBN 978-92-9072-751-4, 55 p.

HAMIDOU (I. S.), 2009. *Migration au Niger. Profil national 2009*, OIM, ISBN 978-92-9068-566-1, 165 p.

Institut National de la Statistique (INS), 2012. *Rapport sur les migrations*, Recensement général de la population et de l'habitat, ministère de l'économie et des finances, Niamey, 61 p.

Institut de Recherche et de Développement, 2009. *Migrations internationales, recompositions territoriales et développement*, Document de synthèse des projets Programme FSP 2003-74, Paris, 198 p.

LEVITT (P.) (2001). *The transnational villagers*, University of California Press. Berkeley & Los Angeles, USA, ISBN: 9780520228139, 294 p.

MABROUK (F.), 2012. *Les enjeux économiques de la migration internationale sur le développement des pays d'origine*, Doctorat ès Sciences Économiques, Université Montesquieu - Bordeaux Iv, École Doctorale Entreprise, Économie et Société (E.D. 42), 281 p.

MOUNKAILA (H.), 2009. *Migration au Niger : Document thématique 2009. Les migrations au Niger : état des lieux, enjeux et perspectives*, OIM, Niamey, 74 p.

Nations Unies, 2018. *Les migrations au service de la transformation structurelle. Le développement économique en Afrique*, Rapport 2018, Nations Unies, 186 p.

NOUMANSOUR (N.), AZEROUAL (M.), BAHIJ (S.), 2019. *Les transferts de fonds des migrants vers l'Afrique exercent-ils un effet de levier sur l'investissement et sur la croissance économique ?*, Policy Center for the New South, Rabat – Maroc, 21 p.

SARR (P. A.), 2009. « Transferts de fonds des migrants et développement en Afrique : une étude de cas sur le Sénégal », TFD 95, in *Migrations et Développement*, pp. 15-27

Union Africaine (UA), 2018. *Cadre de politique migratoire pour l'Afrique révisé et plan d'action (2018 – 2030)*, Commission de l'Union africaine, Département des Affaires sociales, Addis Abeba, 107 p.